

Mémoire présenté à S.
E. le ministre de la
Marine et des colonies,
sur quelques
améliorations à
introduire dans le [...]

Pélissié, Joseph (négociant à Marie-Galante). Mémoire présenté à S. E. le ministre de la Marine et des colonies, sur quelques améliorations à introduire dans le système administratif adopté pour l'île de Marie-Galante ; par Joseph Pélissié,... [1er juillet 1826.].

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

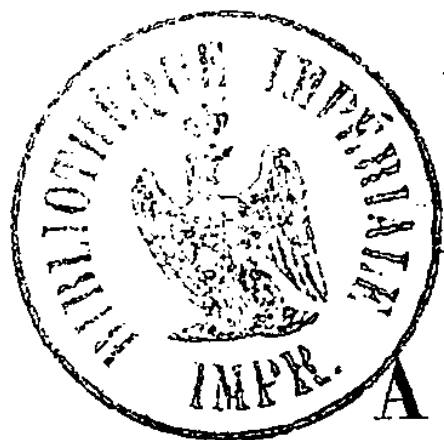
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

A SON EXCELLENCE

LE MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES,

*Sur quelques améliorations à introduire dans le système administratif,
adopté pour l'île de Marie-Galante;*

PAR

JOSEPH PÉLISSIÉ,

NÉGOCIANT DE CETTE COLONIE.

12
LK 97

A SON EXCELLENCE

LE MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

MONSEIGNEUR,



UN des plus fidèles sujets de Sa Majesté, négociant à Marie-Galante, prend la liberté d'appeler votre sollicitude, sur une partie intéressante de la population des Antilles françaises, et de vous supplier de vouloir bien accueillir favorablement les observations qu'il ose vous faire, tant dans l'intérêt général de la France, que dans l'intérêt particulier des négocians et planteurs, dont il se rend l'interprète auprès de Votre Excellence.

L'île de Marie-Galante, mise en culture par les Français, en 1648, treize ans après qu'une autre émigration de leurs compatriotes eut jeté à la Guadeloupe les premières bases de ces établissemens, qui devaient parvenir à un si haut degré de prospérité, l'île de Marie-Galante, à cause d'une moindre importance territoriale, du petit nombre de ses habitans, fut, pour ses intérêts religieux, politiques, civils et commerciaux, placée sous le patronage de la Guadeloupe, qui devait être, pour elle, au milieu des mers de l'Amérique, une espèce de métropole, chargée de couvrir de sa protection les travaux d'une population encore naissante.

Ce patronage, qui semblait heureusement imaginé, dans des vues d'utilité réciproque pour les deux colonies, ne fut profitable, cependant, qu'à une d'entre elles, et, comme cela devait arriver, ce fut la plus vaste, la plus peuplée, celle dont les cultures étaient le plus avancées, qui en tira tout l'avantage. La Guadeloupe grandit, prospéra, se couvrit d'établissemens nombreux; Marie-Galante, son humble vassale, resta dans une situation douteuse, précaire et misérable.

Malgré cet état d'abaissement, les habitans de Marie-Galante jouissaient d'un ciel serein, respiraient un air plus pur que les colons des autres Antilles françaises, défrichaient un sol, il est vrai, moins fécond, mais qui les mettait dans l'heureuse nécessité de donner, à leurs cultures, des soins plus particuliers et plus assidus; ils étaient armés du courage et de la persévérance qui font réussir les grandes entreprises, ils se flattaient de voir, enfin, le succès couronner leurs efforts, lorsque la révolution fatale qui fut, pour les Français des deux mondes, une cause si cruelle et si longue de calamités et de désastres, vint porter à la colonie de Marie-Galante le coup le plus funeste qu'elle put recevoir. Séparés du continent européen par des mers qui leur étaient fermées, sans communication avec ceux de leurs parens et amis qui peuplaient les bords qu'ils avaient quittés

eux-mêmes, les malheureux Français de l'île de Marie-Galante se trouvèrent bientôt, malgré leur grand amour pour le travail, livrés à toutes les horreurs de la misère. Que leur eût servi de cultiver leurs terres? les récoltes de plusieurs années, entassées dans des magasins insuffisans pour les contenir, ne trouvaient aucun débouché. Le découragement avait paralysé tous les bras, et un sol, fécondé par les sueurs et l'argent d'hommes entreprenans et courageux, retournait insensiblement à son ancienne stérilité.

Tel était, Monseigneur, l'état désastreux où diverses occupations étrangères, et l'interruption de nos rapports avec l'Europe, avaient amené les choses à Marie-Galante, qu'une île de 15 lieues de tour, susceptible de culture dans la plus grande partie de sa surface, ne compta, jusqu'en 1814, que 22 sucreries, et ne récolta annuellement qu'environ 650 à 700 milliers pesant de café, 1800 milliers à 2 millions de sucre, et 110 à 120 milliers de coton.

Quand, en 1814, la paix eut rendu à la France la famille sacrée de ses rois légitimes, et que Sa Majesté Louis XVIII eut repris possession du sceptre de ses ancêtres, toutes les Antilles françaises, et en particulier l'île de Marie-Galante, ne tardèrent pas à ressentir les bienheureux effets de la restauration miraculeuse du trône de saint Louis. Monsieur le comte de Lardenoy, nommé gouverneur de la Guadeloupe, arriva dans nos parages, et bientôt chaque négociant, chaque planteur, recueillit les fruits de la sage administration de ce digne représentant de la majesté royale. Sa sollicitude, pour le bien-être des Français confiés à ses soins, lui fit jeter les yeux sur tous les genres d'industrie auxquels ils se livrent, dans les terres dont il était gouverneur. Il vint visiter Marie-Galante, et fut frappé de tous les germes de prospérité que renfermaient les établissemens que ses administrés y avaient fondés. Il sentit que, si l'île était resserrée par les mers, dans des limites trop rapprochées pour être le centre du gouvernement, et que si, sous les rapports politiques, administratifs

et civils, elle devait être sous la dépendance de la Guadeloupe, il convenait de lui accorder une entière liberté, sous les rapports agricoles et commerciaux. Il comprit que, tant que le commerce de Marie-Galante continuerait d'être tributaire de celui de la Pointe-à-Pitre, il serait impossible aux habitants de la première de ces deux colonies d'acquitter les dettes que, dans des temps antérieurs et malheureux, ils avaient contractées auprès de ceux de la seconde, et que, pour parvenir à ce but, il fallait favoriser, à Marie-Galante, une industrie qui n'attendait qu'un signal pour prendre un grand essor.

Pénétré de cette vérité, que la liberté du commerce était le seul moyen de faire prospérer une colonie intéressante, M. le Gouverneur, par une ordonnance locale, permit aux navires américains, admis, jusqu'alors, dans les seuls ports de la Guadeloupe, de mouiller dans celui de Marie-Galante.

Le bien que produisit cette permission fut immense. Les habitants trouvèrent dès lors le placement direct et prompt de leurs récoltes, et les magasins se désencombrèrent; ils purent se procurer, à un moindre prix et sans intermédiaire, les bois nécessaires à la reconstruction de leurs sucreries abattues par les ouragans, si fréquens et si désastreux, dans le voisinage des Tropiques, et les matériaux indispensables pour élever de nouveaux bâtimens; ils obtinrent, avec facilité, les salaisons destinées à la nourriture des esclaves, les grains et les objets de subsistance, dont doivent toujours être approvisionnés des hommes menacés, tous les ans, par la famine qui marche à la suite des tempêtes. Sous l'empire de cette paternelle ordonnance, tout prit à Marie-Galante un air de bonheur et de prospérité : les cultures s'améliorèrent et s'étendirent; quelques cafiers avaient péri, on les remplaça par des cannes à sucre, dont la tige robuste résiste mieux aux orages; telle fut l'émulation générale de 1816 à 1826, qu'aujourd'hui la colonie de Marie-Galante compte :

Soixante-cinq sucreries, quarante-trois de plus qu'en 1814, et qu'elle récolte :

Sept mille barriques de sucre, ou 7 millions de livres ;

Trois cents milliers de café ;

Deux cent quarante milliers de coton.

Voilà, Monseigneur, à quel degré nous avaient conduits la sage et bienfaisante administration de M. le comte de Lardenoy, et l'ordonnance protectrice qui ouvrait notre port aux navires d'Amérique : de grandes espérances se déployaient devant nous, des travaux immenses étaient entrepris, un brillant état de prospérité nous attendait, et, ce qui augmentait pour nous le bonheur de notre situation, est que nous n'en jouissions pas seuls, et qu'en obtenant un accroissement de revenus, nous supportions une plus forte part des charges publiques, et qu'en acquérant un bien-être, nous aidions davantage à celui de notre mère-patrie, en versant une plus forte partie de nos bénéfices dans le trésor royal.

Monseigneur, cette situation si flatteuse n'existe plus pour nous ; un événement, plus funeste que les ouragans qui désolent nos climats, a tout renversé, tout détruit ; nous sommes replacés, pour les besoins de notre culture et de notre commerce, sous la dépendance de la Guadeloupe ; notre port est fermé aux Américains par l'ordonnance du 5 février dernier.

Quelle peut être la cause d'une mesure qui, de l'état de liberté commerciale où nous étions, nous place dans un si funeste servage et anéantit, d'un seul coup, tant de riches espérances ? Pourquoi fermer à nos voisins d'Amérique un port qu'ils ont l'habitude de fréquenter, et où leur présence est si nécessaire ?

Monseigneur, j'ose, au nom de tous les habitans de Marie-Galante, en appeler d'une décision dont les résultats nous sont si funestes.

Je ne forme point de vœux ambitieux pour le pays où j'ai pris naissance. Si je demandais que Marie-Galante devînt le siège du gouvernement colonial, le centre des administrations, une pareille

prétention ne mériterait point d'être accueillie. Je sollicite, pour une partie des états de Sa Majesté, une liberté de commerce dont elle jouissait naguère, dont elle a éprouvé les heureux effets, et dont elle n'a pu être privée que parce qu'on a trompé Votre Excellence sur le véritable état des choses, et sur les besoins impérieux de la colonie. J'implore de votre justice de ne pas permettre, qu'une île séparée et distincte de la Guadeloupe, qui se trouve en concurrence avec elle pour la vente de ses produits, soit assujettie, pour ses besoins les plus pressans, à la loi que voudra bien lui dicter une colonie rivale qui souvent a des intérêts opposés aux siens. Marie-Galante ne demande ni faveur ni préférence, mais seulement le droit de jouir, comme la Guadeloupe, des avantages que lui peut offrir sa position au milieu du golfe du Mexique.

Monseigneur, fermer aux navires de l'autre monde le port de Marie-Galante, forcer les habitans de cette île à aller chercher, à la Pointe-à-Pitre, les produits du sol américain nécessaires à leur existence, est compromettre le sort d'une population tout entière; un simple exposé de leur position et de leurs rapports mutuels prouvera cette allégation jusqu'à l'évidence.

Marie-Galante est séparée de la Guadeloupe par un canal de près de treize lieues. Les communications sont toujours difficiles, à cause des vents qui s'engouffrent entre les deux îles, et elles cessent régulièrement tous les ans, pendant quatre mois que dure la saison de l'hivernage, parce qu'aucun navigateur n'oserait mettre son bateau à la mer et braver, dans une frêle embarcation, les tempêtes dont il serait infailliblement victime. Avant que les sollicitations de Son Excellence le comte Lardenoy n'eussent obtenu, de Sa Majesté Louis XVIII, que le port de Marie-Galante fût ouvert aux navires américains, voici ce que les habitans étaient forcés de faire, et ce qu'ils seront contraints de faire encore, à leur grand détriment, si Sa Majesté ne révoque pas son ordonnance du 5 février dernier.

Les planteurs, voulant prévenir la saison de l'hivernage, se rendaient à la Pointe-à-Pitre pour faire leurs achats, de manière à se mettre, eux et leurs esclaves, à l'abri des besoins, que quatre mois d'emprisonnement dans leur île allaient faire naître pour eux. A leur arrivée à la Guadeloupe, les objets de consommation haussaient subitement de prix. Les négocians de la Pointe-à-Pitre, qui savaient que leurs voisins ne peuvent, qu'à peine, se déplacer, une fois par an, tiraient bon parti de la circonstance. Le planteur de Marie - Galante, pressé de rentrer, achetait à tout prix et payait vingt-cinq à trente pour cent plus cher que le cours ordinaire, parce qu'il ne pouvait pas attendre, et qu'il craignait qu'un de ces coups de vent, si fréquens et si dangereux dans les mers de l'Archipel américain, ne vînt lui fermer les passages et l'emprisonner chez lui dénué de tout approvisionnement.

S'il chargeait des négocians du pays du soin de faire, pour son compte, les achats qui lui étaient nécessaires, sa position devenait plus fâcheuse encore. En effet, ces négocians étaient autant que lui exposés aux chances d'une hausse subite, ensuite leur voyage ne devait pas être infructueux pour leurs intérêts. A des prix souvent élevés, payés par eux à la Pointe-à-Pitre, ils devaient ajouter une prime pour leurs avances de fonds, les risques de mer et le bénéfice raisonnable que tout commerçant a droit de demander à ses entreprises.

En définitive, qui est-ce qui supportait l'augmentation des prix? qui est-ce qui payait le bénéfice du négociant? Ce ne pouvait être que le consommateur, qui, en fin de compte, n'obtenait les objets qui lui étaient nécessaires qu'à un taux souvent hors de toute proportion.

Que résultait-il de tout cela? Que l'habitant, effrayé par les prix, et hors d'état de se procurer à la Pointe-à-Pitre les choses dont l'habitude lui faisait un besoin personnel, prenait, par économie ou plutôt par impuissance, le parti de s'en passer, et se trouvait de plus dans l'incapacité de fournir à ses esclaves, dont son humanité, plus encore que son intérêt personnel, le portait à adoucir le sort,

bien des choses qui leur étaient indispensables, et qui, tout en satisfaisant aux premiers besoins de la vie, rendaient leur condition supportable et même heureuse.

L'ouverture du port de Marie-Galante aux navires américains prévenait tous ces inconvénients, et mettait l'habitant à même d'obtenir, facilement, tout ce qui pouvait lui rendre plus agréable un séjour dans des pays qu'il regardait comme une terre d'exil, et d'apporter de nombreux adoucissements au sort d'une classe d'hommes, objets aujourd'hui de l'intérêt de toutes les nations civilisées. Bien plus, cette mesure bienfaisante, en favorisant les planteurs, offrait au gouvernement de la métropole de nombreux avantages et un accroissement de revenu : voici comment.

Il n'est accordé, en cargaison d'exportation, aux Américains, que des marchandises fabriquées en France, divers produits du sol français, tels que vins, huiles, etc., et en denrées coloniales, que des rhums et des mélasses. Marie-Galante étant, de toutes les colonies françaises, celle où il arrive le moins de navires européens, il s'ensuit qu'elle ne reçoit directement qu'une très-petite quantité de produits français, que les marchandises de la métropole dont elle se trouve approvisionnée ont été achetées, de seconde main, à la Pointe-à-Pitre, et que se trouvant, même avant leur introduction à Marie-Galante, frappées des bénéfices qu'ont dû faire l'expéditeur et le vendeur, elles ne peuvent être livrées qu'en petite quantité, et seulement pour balancer les comptes. Aussi les Américains n'en prennent que dans cette même proportion et pour la même cause, ayant beaucoup plus d'avantage à les tirer directement, et sur leurs propres navires, des différents ports de France.

Les rhums ne peuvent pas davantage être pour nous un moyen d'échange, parce que ces liquides étant chargés d'un droit considérable d'entrée aux États-Unis, les Américains refusent de les recevoir en paiement. Les tableaux des douanes, depuis plus de sept

ans, justifient pleinement de l'exactitude de ces faits. Il ne nous reste donc plus à donner aux Américains, en retour de leurs importations, que des mélasses, et c'est sur le débouché, que leur offre le commerce du continent voisin, que les planteurs se reposent pour obtenir le placement de ces résidus, qui, pendant la fermeture du port, sont, faute d'emploi, jetés sur les habitations.

A la vérité, la fabrication du rhum offre un moyen d'utiliser une partie des mélasses de la colonie; mais ce moyen est bien insuffisant, car le rhum réservé pour la consommation locale en laisse, sans emploi, au moins les quatre cinquièmes, qui deviennent évidemment une perte considérable pour l'habitant, ainsi que j'aurai l'occasion de le prouver plus tard.

Aussitôt que notre port fut ouvert au commerce américain, les mélasses, auparavant si méprisées, devinrent pour l'habitant une valeur positive, et pour le fisc une matière imposable et productive. Les planteurs s'entendirent avec les négocians du pays, leur livrèrent leurs mélasses contre des bois de construction, des merrains, du bœuf, de la morue, enfin contre tout ce qu'il leur était nécessaire. Cet échange était favorable à l'habitant, qui trouvait l'écoulement d'une denrée qui lui était à charge auparavant, et au trésor royal, qui percevait des droits sur des objets abandonnés auparavant.

La fermeture du port de Marie-Galante aux navires américains a remis toutes les choses au point où elles étaient autrefois, et tous les avantages, qu'elle retirait de la liberté du commerce, sont aujourd'hui perdus pour elle.

Les partisans du système de prohibition diront que les habitans de Marie-Galante peuvent transporter, à la Pointe-à-Pitre, leurs mélasses, que les Américains viendront y chercher; que les voies d'écoulement ne sont point fermées; seulement, qu'au lieu d'être directes, elles suivront un port intermédiaire, et que pour être détournées elles n'en seront pas moins sûres.

Il faut ne point connaître les localités, et la position respective des deux colonies, pour faire une objection semblable. Il suffit de suivre le raisonnement et les calculs ci-après, pour acquérir la conviction que l'habitant de Marie-Galante qui transporterait ses mélasses à la Guadeloupe, pour y être vendues par commission aux Américains, ferait une opération fautive, et souvent préjudiciable à ses intérêts.

Lorsque les Américains venaient prendre nos mélasses dans notre port même, ils apportaient les futailles qui devaient les contenir. Aujourd'hui le propriétaire doit les acheter, et chacune coûte vingt-cinq francs; qu'on ajoute à cette somme vingt francs pour le fret, voilà quarante-cinq francs déboursés, sans savoir si la marchandise sera ou non vendue.

Qu'on ajoute encore les frais d'embarquement, la perte de vingt-cinq futailles sur cent, pendant le trajet, la commission de vente, de livraison, etc., et l'on verra facilement, que les frais et les pertes réunis, finissent par rendre l'expédition débitrice, et par frapper le planteur d'une perte définitive.

Procédons par chiffres. Sans supposer de perte extraordinaire, le mieux que puisse espérer l'habitant est d'obtenir le résultat suivant, encore ne peut-il pas se flatter toujours de l'atteindre. Voici un calcul qui prouve cette assertion.

Une futaille contient cent gallons de mélasse, que j'estime, au prix le plus élevé, valoir 75 centimes le gallon, fait. . . . 75 fr. » c.

Frais nécessités pour son envoi à la

Pointe-à-Pitre.

1°. Coût de la futaille.	25 f.	» c.	}	60	40
2°. Fret.	20	»			
3°. C ^{on} de vente. 5 p %	3	75			
4°. Coulage ordinaire. 10 p %	7	50			
5°. Frais de débarquement.	4	25			
Reste pour l'habitant					14 f. 60 c.

Sur quoi il faut déduire les frais que le planteur est obligé de faire, pour transporter la denrée de son habitation à son embarcadère ; ces frais sont plus ou moins élevés, en raison des distances, et souvent excèdent le faible résultat que je viens de montrer.

Marie-Galante commettrait donc une grave erreur si elle comptait sur la Guadeloupe, pour la vente de ses résidus. Cette colonie, d'ailleurs, fournit par elle-même une quantité de mélasse suffisante, pour payer les échanges qu'elle fait avec les Américains ; celles que l'on y porterait de Marie-Galante ne pourraient, par une concurrence préjudiciable, que faire tomber les prix de cette denrée à la Pointe-à-Pitre, parce que partout où il y a accumulation de produits, il s'opère forcément, une baisse nuisible aux intérêts de tout le monde. Tel serait le résultat du transport que les habitants de Marie-Galante feraient imprudemment de leurs mélasses, à la Guadeloupe, que malgré tout le zèle que mettraient à remplir leur mandat les commissionnaires de cette île, et qu'après tant de frais et de risques, elles courraient le risque nouveau de rester dans les magasins de la Pointe-à-Pitre, où elles seraient perdues pour les propriétaires, ce qui a déjà eu lieu en plusieurs occasions.

Il est donc évident, que l'ordonnance du 5 février dernier, et la fermeture du port de Marie-Galante aux Américains, placent les habitants de cette colonie dans la même situation où ils étaient, avant la faveur que leur avait accordée Sa Majesté Louis XVIII, font naître, pour eux, les mêmes inconvénients, paralysent, de la même manière, leur industrie et leurs cultures, et privent le trésor royal d'un accroissement de revenu qu'une mesure nécessaire lui procurait.

Monseigneur, il est impossible, si l'état actuel des choses continue d'exister, que Marie-Galante parvienne jamais au degré de prospérité où l'appellent le génie et l'activité de ses habitants, et que le cœur paternel de Sa Majesté désire pour ses sujets du nouveau

monde, aussi bien que pour ceux du continent européen. Le perpétuer, est condamner Marie-Galante à végéter sans honneur dans une situation pécaire, et à être éternellement à charge à la métropole. J'ose donc supplier Votre Excellence de rétablir les choses telles qu'elles étaient, avant l'ordonnance du 5 février dernier, et d'ouvrir le port de Marie-Galante aux navires américains. La nécessité de cette mesure se trouve dans les raisons suivantes.

1°. Que l'habitant de Marie-Galante, que je suppose faire 300 barriques de sucre, obtient 15 mille gallons de mélasse qu'il pourrait vendre sur les lieux, après le remboursement de la futaille dont l'acheteur lui tient compte, quand il ne la fournit pas, à 75 c. le gallon, ce qui fait 11,250 fr.

2°. Que ces 11,250 fr. sont perdus, sans profit pour personne, si le port de Marie-Galante est fermé aux Américains.

Pour généraliser ce calcul, la colonie produisant 350 mille gallons de mélasse, la fabrication des rhums et la nourriture des esclaves en employant 80 mille, il en reste 270 mille, représentant, à 75 c. le gallon, une somme de 202,500 fr. à livrer au commerce, ou à perdre entièrement, si le système adopté continue à prévaloir.

3°. Que c'est à l'écoulement des mélasses, ensuite de l'ouverture de notre port aux Américains, que sont dus, en plus grande partie, le puissant essor que les cultures ont pris à Marie-Galante, et l'établissement des nombreuses sucreries qui a eu lieu, depuis 1814.

4°. Que ce n'est que pendant le temps qu'a duré ce commerce fructueux, que les habitants ont trouvé, sous leur main, les nombreux matériaux nécessaires à leurs constructions.

5°. Que si les habitants ont obtenu des avantages à la liberté du commerce, le gouvernement, de son côté, a recueilli des droits sur des produits qui périssaient, sous le régime de la prohibition, de

sorte que des deux côtés il y a eu profit , que la prospérité de Marie-Galante a fait le bien du trésor royal.

6°. Que Marie-Galante , dans la position ou elle se trouve maintenant , et dont elle déchoira infailliblement , si Votre Excellence ne prévient ce malheur , peut fournir à vingt navires de France leur chargement en sucre , coton et café , et peut employer , en objets de consommation locale , la charge de vingt-cinq navires américains , dont elle payera la cargaison en mélasses , qui seront perdues , si les Américains ne viennent pas sur les lieux consommer leurs échanges.

7°. Que par l'importance de ses cultures , l'étendue de son commerce , le génie actif et entreprenant de ses habitans , Marie-Galante peut être , dès à présent , considérée comme une colonie de première classe.

8°. Que cette île peut produire avant six ans 12 à 13 mille barriques de sucre , s'il est permis aux Américains de fréquenter sa rade.

Monseigneur , je n'insiste pas sur une mesure , dont l'esprit juste et pénétrant de Votre Excellence reconnaîtra de suite l'importance et la nécessité. Vous ne pouvez vouloir la ruine d'une partie des sujets de Sa Majesté , et justice sera faite du désastreux système de prohibition dont l'application nous est si funeste , et dont la perpétuité serait la chute infaillible de nos établissemens.

Monseigneur , daignez permettre que j'appelle l'attention de Votre Excellence sur un point non moins intéressant , pour la prospérité de la même colonie.

Ensuite des diverses ordonnances émanées des autorités de la Guadeloupe , et qui forment , avec les ordonnances royales , le régime lcoonial sous lequel nous vivons , l'armateur de Marie-Galante qui veut faire le cabotage ne peut fréter de bâtiment que pour la Basse-Terre ou la Pointe-à-Pitre , et quand les circonstances exigent qu'il

fasse une expédition à la Martinique , à Porto-Ricco ou toute autre colonie étrangère , voici la marche qu'il est obligé de suivre :

Au départ, il doit fréter pour la Pointe-à-Pitre ou la Basse-Terre , entrer dans l'un de ces deux ports, afin de prendre à la douane de nouvelles expéditions pour le point vers lequel il se dirige.

Au retour, soit qu'il ait pris des expéditions pour la Martinique , Porto-Ricco ou toute autre île étrangère , il faut qu'il mouille à la Pointe-à-Pitre ou à la Basse-Terre, et prenne encore de nouvelles expéditions pour rentrer chez lui.

Il est facile de voir combien ces arrivages forcés, dans des ports où un armateur n'a rien à faire, entraînent de perte de temps, font courir, sans nécessité, de dangers à un navire, et portent de préjudice à l'industrie de Marie-Galante. Ces inconvéniens se répètent toutes les fois que les objets de consommation manquent à la Guadeloupe ; Marie-Galante est forcée de les demander à la Martinique , ce qui arrive souvent.

C'est principalement quand il faut s'approvisionner de bœufs nécessaires à la culture des terres et au travail des sucreries , que cette obligation d'entrer dans un port, où aucun besoin n'appelle un navigateur , devient intolérable et souvent ruineuse pour celui qui est obligé de s'y soumettre. Le transport d'animaux vivans est une opération qui exige la plus grande célérité et les plus grandes précautions. Les animaux accumulés dans un bateau , privés des soins que l'on prend à terre de leur santé , exposés à des chaleurs étouffantes , périssent toujours en partie , quelle que soit la brièveté du voyage. Pourquoi donc augmenter inutilement les risques du caboteur, en le contraignant d'entrer dans un port où il n'y a rien à faire, pour en sortir sans y avoir rien fait ? Pourquoi l'assujettir à deux manœuvres, toujours accompagnées de dangers , l'entrée et la sortie d'un port ? Pourquoi les autorités de Marie-Galante ne seraient-elles pas investies , comme celles de la Guadeloupe , du pouvoir de délivrer des

expéditions pour la Martinique, Porto-Ricco et autres colonies étrangères?

S'il n'y avait point, à Marie-Galante, de dépositaires de l'autorité royale, la question serait résolue, mais il y a une douane, qui remplit avec la plus scrupuleuse fidélité les devoirs que la loi lui impose, et le choix précieux qu'a fait Son Excellence le Gouverneur, du chef de cette partie administrative, garantit à Sa Majesté la stricte exécution de ses ordres et instructions. Pourquoi donc nous forcer d'aller chercher à la Guadeloupe, un permis d'expédition, qu'il nous serait si naturel de demander chez nous, et qu'il serait si facile à notre douane de nous accorder.

Ce système doit son origine à ce que, dans le principe, on a voulu mal-à-propos considérer Marie-Galante comme un quartier de la Guadeloupe. Alors il y a contradiction manifeste entre cette manière de considérer Marie-Galante et le mode d'administration locale adopté pour elle. Si cette île est, en effet, un quartier de la Guadeloupe, il ne lui convient point d'avoir un commandant militaire en chef, et une garnison, un commissaire de marine, un chef de douanes, des visiteurs, un tribunal civil, dont les attributions sont les mêmes que celles du tribunal de la Pointe-à-Pitre, en un mot, une administration séparée, égale en autorité à celle de la Guadeloupe, et qui n'en diffère que parce qu'elle s'étend sur une île de moindre étendue.

J'ai déjà dit, Monseigneur, que Marie-Galante, par l'importance de ses cultures et de son commerce, méritait l'honneur d'être élevée au rang de colonie de première classe; le gouvernement français en lui donnant une administration séparée et indépendante, dans quelques unes de ses branches, semble l'avoir considérée ainsi. Ce ne peut donc être que par erreur, que les autorités locales l'ont privée des avantages que le gouvernement voulait lui accorder, et l'ont assujettie, pour son cabotage, à des formalités qui ne sont ni dans la lettre, ni dans l'esprit de la loi et des ordonnances royales qui la régissent.

J'ose donc supplier Votre Excellence de vouloir bien briser les entraves qui s'opposent, à Marie-Galante, au commerce d'île en île, et de permettre aux autorités locales de délivrer des permis d'expédition, pour tous les ports où les besoins des habitans les appellent.

Que si Votre Excellence juge à propos de maintenir la colonie de Marie-Galante sous la dépendance de la Guadeloupe, pour l'écoulement des produits de son sol et de son industrie; si cette île doit se soumettre aux lois que lui impose un commerce rival; si, enfin, elle doit être éternellement obligée de porter, à la Pointe-à-Pitre, des denrées qui trouveraient ailleurs un écoulement plus avantageux, que, pour les objets de première nécessité, elle jouisse au moins des franchises qui lui sont indispensables.

Si la liberté commerciale est gênée à Marie-Galante, la liberté individuelle n'est pas chargée de moins d'entraves, et sur ce point, j'oserai solliciter de Votre Excellence quelques améliorations, dont la connaissance des localités me fait sentir l'importance.

Dans les états européens de Sa Majesté, un Français obtient, sans peine et sans retard, la permission de transporter sa personne et sa fortune dans quelque province du royaume qu'il lui plaise de choisir, et dans quelque empire étranger qu'il le juge convenable. Dans les colonies, l'habitant qui veut entreprendre le plus petit voyage est soumis à une quantité de mesures, toutes sages, toutes prises dans l'intérêt de la société, mais qui, par leur multiplicité, les formalités sans nombre qu'elles entraînent, les déplacements qu'elles nécessitent, en font de véritables entraves à la liberté individuelle des citoyens.

Par exemple, quand un habitant veut se rendre, pour les besoins de ses cultures ou de son commerce, soit dans un pays étranger, soit en France, soit seulement à la Martinique, voici les formalités qu'il est obligé de remplir, et qui toutes l'assujettissent à une très-

grande perte de temps, et l'exposent à des risques qui souvent compromettent gravement ses intérêts.

1°. Il doit obtenir du commissaire de sa paroisse un certificat attestant qu'il a fait la remise de ses armes.

2°. Du trésorier de l'île, un certificat attestant qu'il a payé ses impositions.

3°. Il doit faire insérer, dans trois numéros du journal de la Pointe-à-Pitre, l'avis de son départ, et se faire, pour ce dont il peut être débiteur, cautionner par un propriétaire reconnu solvable.

4°. Il doit fournir son dénombrement ou état général de tout ce qu'il possède, en biens immobiliers ou mobiliers, esclaves, bétail, etc.

5°. Il doit retirer du greffe du tribunal civil l'acte de son cautionnement, et le présenter aux autorités de la Pointe-à-Pitre.

6°. Il doit adresser, par écrit, au Gouverneur de la Guadeloupe une demande de passeport, laquelle doit être préalablement visée par le commissaire de son quartier, et par le commandant militaire en chef de l'île.

7°. Quand cette demande a été accueillie par le Gouverneur, il faut que l'habitant la fasse retirer des bureaux de M. le Directeur de l'intérieur, de la Pointe-à-Pitre, à qui Son Excellence a dû la renvoyer, et ce n'est qu'en ce moment qu'il peut enfin obtenir son passeport.

Monseigneur, j'ai dit et je repète que ces précautions, contre un départ subit et ignoré des colonies françaises, sont fondées sur l'intérêt social, qu'elles sont nécessaires; je vais plus loin, je reconnais hautement que si elles n'existaient pas, il faudrait les créer; mais sans les rendre moins attentives, moins efficaces, ne serait-il pas possible de les rendre plus promptes, de prévenir la perte de temps et les risques imprévus qu'elles entraînent à leur suite, pour l'habitant fixé dans l'intérieur des terres?

Ces pertes de temps, ces risques imprévus que je vais signaler à Votre Excellence, ne proviennent point du fait des autorités de la Guadeloupe, toujours promptes à expédier les demandes des habitants, mais des difficultés que les localités opposent, et qu'une légère modification dans les formes adoptées lèverait facilement, ainsi que je vais avoir l'honneur de l'exposer à Votre Excellence. Voyons d'abord les difficultés et leur suite.

L'habitant de Marie-Galante ne peut envoyer sa demande de passeport à la Pointe-à-Pitre que par un caboteur, qui peut omettre, par oubli, négligence ou mauvaise volonté, une commission de pure obligeance, qu'aucune loi ne le contraint d'exécuter fidèlement, et ne point déposer, à la poste de la Pointe-à-Pitre, le paquet dont il s'est chargé au départ; l'habitant, qui se croit en règle, vis-à-vis des autorités, et pense avoir rempli toutes les formalités, est cruellement trompé plus tard.

Mais j'abandonne un instant cette hypothèse, sur laquelle je reviendrai, et je suppose que la commission ait été fidèlement exécutée, que la demande de passeport soit bien réellement arrivée à M. le Gouverneur; tout n'est pas fait, et c'est ici que commencent les risques. L'habitant doit attendre huit à dix jours au moins que le Directeur de l'intérieur de la Pointe-à-Pitre lui donne avis que sa supplique, revêtue du visa de M. le Gouverneur, est parvenue dans ses bureaux, d'où celui qui l'a faite peut la retirer, pour obtenir son permis de départ.

Je dis que l'habitant doit attendre huit à dix jours, mais il faut supposer, comme je l'ai déjà fait, que la demande a été fidèlement confiée à la poste de la Pointe-à-Pitre; il faut supposer encore qu'elle est promptement arrivée à M. le Gouverneur, qui l'a de suite visée et expédiée à M. le Directeur de l'intérieur, et que ce fonctionnaire a sur-le-champ donné, de ce renvoi, avis à la partie intéressée; il faut supposer enfin que toutes les formalités voulues ont été remplies,

avec une telle célérité, qu'il n'y a pas eu un seul instant de perdu. Mais la réunion de toutes les circonstances nécessaires à une rapide expédition est loin de se rencontrer tous les jours.

Quelle que soit la promptitude que mette le Directeur de l'intérieur à faire parvenir à l'habitant de Marie-Galante l'avis que sa demande de passeport, favorablement accueillie par le Gouverneur, est parvenue dans ses bureaux, il n'est pas toujours en son pouvoir de ne point perdre de temps.

Il n'y a point de service de poste réglé entre la Guadeloupe et Marie-Galante ; le Directeur est obligé d'attendre une occasion qui manque très-souvent, car, dans les temps les plus favorables à la navigation, les deux colonies sont quelquefois dix à quinze jours sans correspondre entre elles. Dans les mois d'hivernage, les risques sont encore bien plus menaçans. Les communications sont tout-à-fait interrompues, il est impossible de mettre un bateau à la mer ; l'habitant court donc le danger, ou d'être forcé de rompre son voyage, ou d'attendre trois ou quatre mois, que le retour de la belle saison lui permette d'envoyer à la Pointe-à-Pitre chercher la permission de le faire. Mais comme son départ doit toujours avoir un but d'utilité à ses intérêts, il faut qu'à force d'argent, il décide quelques hommes téméraires à risquer vingt fois leur vie, dans une double traversée qui ne serait point à faire, si les demandes des habitans de Marie-Galante avaient été accueillies.

Mais en reprenant ma première hypothèse, et en supposant que le caboteur, n'ayant point remis à la poste de la Pointe-à-Pitre la demande de l'habitant, l'ait gardée, et ait dissimulé sa faute, dans l'intention de la réparer à son prochain voyage ; si, en passant par tant de mains, les pièces que l'habitant a eu tant de peine à se procurer viennent à s'égarer, à se perdre, dans quelle position se trouve celui qui sent la nécessité de partir, qui compte le faire et se voit subitement arrêté par des obstacles qu'il croyait avoir levés ! Il manque

l'occasion de conclure l'affaire qu'il avait en vue , et pour laquelle il se mettait en voyage. Si son passage est arrêté , il doit en payer la moitié du prix au capitaine sur le bâtiment duquel il comptait s'embarquer, et en est pour son déplacement, la perte de son temps et de son argent.

Que Votre Excellence ne pense pas que les habitans de Marie-Galante ont rarement à redouter les inconvéniens que je lui signale. Deux événemens , arrivés depuis peu de mois , prouvent qu'ils sont assez fréquens , pour que le gouvernement prenne des précautions pour les prévenir.

M. le vicomte Hippolyte de Retz , reçut à Marie - Galante l'invitation des parens de madame son épouse , de se rendre sur-le-champ à la Martinique, où ils résident , pour régler avec eux des affaires de famille d'un intérêt majeur et pressant. Il remplit immédiatement les formalités exigées par la loi , de ceux qui veulent entreprendre un voyage ; après s'être fait cautionner , il adressa sa demande de passeport à M. le Gouverneur de la Guadeloupe. Croyant que cette demande serait envoyée de suite à la direction de l'intérieur , et désirant gagner quelques jours , il se rendit à la Pointe-à-Pitre et fréta un bâtiment. Il fut stipulé dans la charte-partie que le patron accorderait à l'affréteur cinq jours de planche, passé lesquels celui-ci lui payerait, à titre d'indemnité, une somme de cent cinquante francs, par chaque jour excédant les cinq premiers, et jusqu'à celui du départ.

Cependant , les pièces adressées à M. le Gouverneur s'étaient perdues, et M. de Retz ne fut informé de cet accident que seize jours après celui de l'envoi qu'il en avait fait. De nouvelles formalités sont remplies de suite , mais le temps s'écoule, M. de Retz ne peut partir que vingt-neuf jours après celui de sa première demande ; outre le prix de l'affrètement, il paye une indemnité assez forte au patron du bateau, s'embarque enfin , et arrive trop tard.

M. Bonneterre-Roussel voulut, dans le mois de juin dernier, envoyer en France trois de ses fils, pour y faire leur éducation. Les pièces qu'il adressa à M. le Gouverneur, pour obtenir leur permis de départ, se perdirent, et ce ne fut qu'à grands frais qu'il put s'en procurer d'autres. Il fut obligé, par le retard que ce contre-temps fit éprouver au départ du navire, de payer un dédommagement au capitaine, à qui il désirait, préférablement à tout autre, confier ses enfans, à cause des grands soins qu'il avait promis de leur prodiguer pendant la traversée.

Les inconvéniens que je viens de signaler à Votre Excellence ne peuvent nullement atteindre les habitans de la Guadeloupe, parce qu'ils sont chez eux et n'ont qu'un voyage de terre, facile à entreprendre, pour remplir toutes les formalités voulues par la loi. Les colons de Marie-Galante, qui ont un bras de mer à traverser, sont souvent maîtrisés par des événemens qu'ils ne peuvent ni prévoir ni empêcher.

Puisque Marie-Galante est pourvue d'une administration complète, que cette administration est composée d'autorités fermes, éclairées, et suffisantes pour faire respecter et exécuter les lois en usage, puisque c'est auprès de ces autorités, seules juges de la solvabilité des cautions que l'on présente, de la régularité des formalités que l'on doit remplir, que tout habitant de Marie-Galante doit se transporter d'abord; pourquoi ne pas rendre le chef respectable, qui les préside d'une manière si honorable, dépositaire des passeports qui doivent être délivrés à ses administrés? Quel inconvénient y aurait-il à ce qu'il fût investi de pouvoirs semblables à ceux que le Directeur de l'intérieur exerce à la Guadeloupe?

Monseigneur, si j'implore en faveur des habitans de Marie-Galante, des franchises nécessaires au développement de leur industrie et de leurs cultures, j'ose affirmer qu'aucune portion des sujets de

Sa Majesté ne fut plus digne de sa protection royale. Renommé par son attachement à la dynastie de ses rois légitimes, par son respect pour les lois, sa prompte obéissance aux ordres émanés du trône, le colon de Marie-Galante est religieux, sobre, économe, laborieux, hospitalier. Il offre, dans son intérieur, l'exemple touchant des vertus et de la simplicité des premiers âges. La manière paternelle avec laquelle il gouverne ses esclaves est faite pour servir de modèle et d'exemple à toutes les colonies européennes. Il n'établit pas de différence entre les compagnons de ses travaux, et les objets de ses plus chères affections.

Nulle part les noirs ne sont traités, dans leurs maladies, avec plus de soins et plus d'humanité ; aussi l'habitant de Marie-Galante reçoit-il journellement, de ses esclaves, les plus vifs témoignages de gratitude et d'attachement. Ils savent qu'il leur suffit de se bien conduire pour être bien traités, ils se conduisent bien, et jamais Marie-Galante n'a eu à noyer dans le sang ces révoltes, qui ont mis souvent en péril les autres colonies. Les mères de famille, toujours ménagées avec une attention particulière, se réjouissent de leur fécondité, et élèvent leurs enfans dans les sentimens de reconnaissance et de respect qu'elles-mêmes ont voués à leurs maîtres. Les étrangers, de quelque nation qu'ils soient, se plaisent à rendre hautement, aux habitans de Marie-Galante, la justice que je leur rends auprès de Votre Excellence.

Monseigneur, les habitans de Marie-Galante, comme ceux de la Guadeloupe, sont les enfans de cette belle France, vers laquelle ils ont toujours les yeux tournés, qu'ils viennent après un temps plus ou moins long enrichir du fruit de leurs pénibles travaux, et qu'ils chérissent comme une tendre mère ; ils sont les sujets fidèles et soumis du même monarque ; ils supportent avec joie leur part des charges publiques, les regardent comme autant de liens qui les rattachent à leur patrie, et leurs cœurs, toujours français, s'épanouissent en pensant qu'ils contribuent aussi à sa prospérité. Plus de quatre-vingt de

leurs enfans sont en ce moment en France , où des maîtres pieux et éclairés les élèvent dans les sentimens de religion et d'attachement à leur roi , qui doivent faire la base de toute éducation chrétienne. Les colons de Marie-Galante ont, comme ceux de la Guadeloupe , des plaies anciennes à guérir ; et les tenir dans la dépendance éternelle d'une île rivale , est les mettre dans l'impossibilité d'y parvenir jamais, et tarir, sans profit pour personne , la fécondité du sol qu'ils cultivent.

Marie-Galante, que l'on regarde en Europe comme une colonie de peu d'importance et incapable de se soutenir par elle-même, doit être considérée sous un autre point de vue. Elle compte aujourd'hui 15,000 habitans de toutes couleurs, elle renferme de vastes établissemens dont le nombre s'accroît de jour en jour, si son port s'ouvrait aux Américains. L'air pur qu'on y respire fait que la mort n'y frappe guère plus de victimes, que sous les latitudes tempérées de l'Europe. Marie-Galante peut offrir à un bataillon de troupes européennes un lieu de relâche et de séjour, où les soldats destinés au service des colonies s'acclimateraient sans effort et presque sans risque pour leur vie, et d'où, s'il en était besoin, ils se porteraient à la Pointe-à-Pitre et à la Grande-Terre, avec plus de promptitude et de facilité que s'ils partaient de la Basse-Terre. Ce qui pourrait être, pour le gouvernement français, une raison décisive d'y fixer des troupes plus nombreuses, est la remarque que j'ai faite, et qui se trouve confirmée par les contrôles des régimens, que les compagnies qui tiennent garnison à la Guadeloupe perdent dans un temps assez court $1\frac{3}{4}$ et quelquefois $\frac{3}{4}$ de leur monde, tandis que celles stationnées à Marie-Galante n'en perdent qu'un vingtième.

Si Votre Excellence daignait prendre en considération les observations que j'ai l'honneur de lui faire sur ce dernier point, et profiter des avantages qu'offrent la position géographique et la salubrité du climat de Marie-Galante, il faudrait que le gouvernement y fît cons-

truire une caserne et un hôpital. Les bâtimens employés, jusqu'à ce jour, pour ce double usage, sont des maisons particulières, prises à location, et qui n'offrent aucune des commodités nécessaires à de semblables établissemens. Le gouvernement possède à Marie-Galante de vastes terrains, sous les expositions les plus heureuses, et parfaitement propres à d'importantes constructions. Des bâtimens d'une grande durée pourraient être faits en bois du nord, avec beaucoup de promptitude et beaucoup moins de frais qu'on ne le penserait d'abord. J'ajouterai, pour appuyer ce que je viens d'exposer à Votre Excellence, que l'État n'eût peut-être pas perdu un seul homme à Marie-Galante, si les soldats eussent été bien logés dans leurs maladies.

Monseigneur, tels sont les divers points sur lesquels j'ose appeler l'attention de Votre Excellence : tous sont d'un intérêt majeur pour la colonie française de Marie-Galante, tous ont pour objet la prospérité, l'existence même, d'une portion intéressante des sujets que la Providence a commis aux soins de Sa Majesté, et tous, je n'en doute pas, seront pris en considération par Votre Excellence.

Je finis, Monseigneur, et vous prie humblement de vouloir bien solliciter de Sa Majesté une ordonnance dont les principales dispositions seraient :

1°. D'accorder aux navires américains la libre entrée du port de Marie-Galante ;

2°. De permettre aux autorités de Marie-Galante de délivrer, aux caboteurs de cette colonie, les permis d'expédition nécessaires à leurs entreprises et à leurs voyages, autres que ceux de la Guadeloupe ;

3°. D'ordonner que M. le Gouverneur de la Guadeloupe envoie aux autorités de Marie-Galante les passeports dont les habitans de cette île ont à faire demande, pour entreprendre un voyage hors

(25)

de la colonie , ou d'investir les autorités locales du pouvoir de délivrer les passeports nécessaires , après que toutes les formalités ordonnées par la loi auront été remplies.

Je suis avec le plus profond respect,

MONSEIGNEUR ,

De Votre Excellence ,



Le très - humble et très - obéissant
Serviteur ,

J^H. PÉLISSIE.

Marie-Galante , le 1^{er} juillet 1826.

IMPRIMERIE DE H. BALZAC, RUE DES MARAIS S.-G. , N. 17.

